

Gérer les menaces à la sécurité : renforcer la résilience pour l'Afrique que nous voulons

(10e Forum de haut niveau de Tana sur la sécurité en Afrique)

Le contexte

Cette année (2021) marque la 10^e édition du Forum de haut niveau de Tana sur la sécurité en Afrique, l'événement annuel phare lors duquel des réflexions approfondies sont menées pour trouver des solutions africaines aux innombrables défis du continent en matière de paix et de sécurité. Le Forum se tient à un moment particulier en Afrique et dans le monde, principalement en raison des perturbations découlant de l'apparition et de la propagation soudaines de la pandémie de COVID-19 et des mesures prises par les États pour l'enrayer. Certes, certains anciens problèmes subsistent, mais les nouveaux sont à l'origine de tensions et de menaces qui se manifestent à l'intérieur des États, plutôt qu'à l'extérieur, et qui révèlent les causes profondes de la fissure dans les relations entre l'État et la société.

Les signes de menaces pour la paix et la sécurité dans tout le continent africain sont évidents : fragilisation des institutions publiques fondamentales, recrudescence de phénomènes ethnoreligieux et autres clivages identitaires, prolifération inédite d'acteurs et de risques. Pourtant, même dans ce contexte, le climat d'incertitude qui prévaut offre l'occasion de mener une réflexion approfondie et d'agir de manière décisive pour remédier aux facteurs qui déclenchent et alimentent le sentiment d'insécurité actuel. Pour comprendre les menaces qui pèsent aujourd'hui sur la sécurité de l'Afrique, il faut également repenser le rôle des acteurs et la nature des initiatives prises aux niveaux national, régional et continental, ainsi que celui des partenaires internationaux pour trouver des solutions.

Le thème central

Le point de départ de cette 10^e édition du Forum Tana est de d'accorder une place prépondérante aux Africains dans le discours sur la sécurité et la résilience dans différents espaces politiques, économiques et sociaux. L'objectif global est d'analyser les questions concernant à la fois l'instauration d'une paix, d'une sécurité et d'une résilience axées sur les personnes, conformément au thème de cette année adopté par l'Union africaine : « Arts, culture et patrimoine ». En plus de faire le point sur l'évolution des menaces pour la paix et la sécurité sur le continent, l'accent sera mis sur la mobilisation et la mise en place au niveau local du modèle de résilience permettant aux Africains de faire entendre leur voix et d'agir.

Toute démarche contraire reviendrait à remettre en cause la détermination et la capacité des citoyens africains à affronter et à neutraliser les dangers liés au terrorisme, à l'extrémisme violent et à la criminalité transnationale organisée, qui occupent désormais une place prépondérante - et dangereuse - dans la problématique de la sécurité sur le continent. De la Corne de l'Afrique à l'arc sahélien, de la République démocratique du Congo (RDC) à la République centrafricaine et au Mozambique, l'Afrique risque de

devenir le nouvel épice centre du terrorisme dans le monde. L'inquiétude est palpable face à la menace croissante du terrorisme qui mine ou réduit à néant la capacité d'adaptation et de résilience de l'État, mettant ainsi un grand nombre de personnes en danger. À cela s'ajoute le phénomène de la violence extrémiste et de la criminalité transnationale organisée. Dans le contexte actuel de crise sanitaire découlant de la pandémie de la Covid-19 et de fermeture des frontières qui en découlent, les réseaux criminels et les groupes armés non étatiques ont aggravé ces deux phénomènes et ont tiré profit. La conséquence la plus évidente de ces menaces successives est la faiblesse et l'incapacité de l'État à réagir efficacement.

En outre, ces problèmes d'insécurité sont devenus le principal facteur de déplacement continu des personnes à l'intérieur et à l'extérieur des frontières et les violations répétées des droits de l'homme dans ces conditions. Dans son rapport de 2021, le HCR fait état d'une augmentation considérable du nombre de réfugiés et de personnes déplacées en Afrique. Si nous ne parvenons pas à trouver d'autres solutions pour faire taire les armes, le problème du terrorisme, de la violence extrémiste, du crime organisé, ainsi que les risques qu'ils font peser sur les personnes et les communautés demeurera et continuera de s'aggraver.

Dans presque toutes les situations où la résilience est mise à mal ou menacée, les questions et les priorités en matière de gouvernance sont soumises à rude épreuve, ce qui se traduit rapidement par des tensions sociales, des bouleversements et des violences. Les problèmes de gouvernance sous-jacents, tels que le manque d'inclusion, l'injustice et la violation des droits, la mauvaise gestion des ressources, l'absence de filets de sécurité sociale et de bien-être pour les citoyens, le recul de la bonne gouvernance et des autorités locales, la diminution des opportunités économiques et de la possibilité de s'émanciper, les lacunes du système et du processus électoraux, etc. deviennent des causes importantes de fragilité, ce qui pourrait entraîner de graves conséquences en matière de paix et de sécurité.

Dans ces conditions, on constate une tendance à l'autoritarisme et à la répression dans le comportement des autorités étatiques en Afrique. Le fait que l'État soit à la fois garant de la sécurité et vecteur de menaces soulève des questions fondamentales qui touchent avant tout à la nature du contrat social entre l'État et les citoyens et, à un niveau plus vaste, à la qualité des relations entre l'État et la société.

Pourquoi il est important de renforcer la résilience

Le fait de gérer les risques en investissant davantage dans la gouvernance et le renforcement de la résilience, tout en accordant une grande importance à la participation active et soutenue des citoyens aux affaires publiques, reste un élément important pour garantir la résilience. En effet, il est primordial de promouvoir l'inclusion, la participation et le renforcement de l'espace démocratique pour lutter contre la prolifération des conflits en Afrique et instaurer une culture de paix.

Renforcer la résilience systémique par le bas en investissant dans les collectivités locales et dans un mode de gouvernance inclusive peut sembler difficile, mais c'est aussi le chaînon manquant indispensable pour affronter et relever les innombrables défis auxquels le continent est actuellement confronté. Il est donc plus que jamais urgent et

impératif de discuter de la manière de renouveler notre engagement en faveur de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la bonne gouvernance et d'autres cadres similaires aux niveaux régional et mondial, ainsi que des plans d'action réalisables.

Depuis le déclenchement de la pandémie de Coronavirus en janvier 2020, l'Afrique a subi de plein fouet les effets de la crise sanitaire, d'autant plus que dans de nombreux pays, le système de santé se trouve dans une mauvaise condition. En outre, la pandémie de COVID-19 a mis en évidence la crise du secteur de la santé en Afrique, en raison de l'insuffisance ou de l'absence totale d'investissements dans les infrastructures médicales. Cette situation a considérablement limité la capacité des établissements de santé à réagir aussi efficacement qu'ils le devraient. Mais le COVID-19 n'est plus seulement une crise sanitaire, mais également un véritable casse-tête en matière de politique publique qui touche pratiquement tous les pans de la société.

Alors que les participants au 10^e Forum de Tana s'interrogent sur les répercussions sur la santé, il convient également d'analyser d'autres aspects multiformes dans le cadre de la paix et de la sécurité, notamment la manière dont les systèmes de santé créent des problèmes de sécurité et vice versa. Il serait important de déterminer comment un système de santé solide et les campagnes de vaccination peuvent aider à renforcer la sécurité ou être source d'insécurité pour les autres secteurs en cette période cruciale. En outre, compte tenu du risque de désinformation et d'information erronée, susceptible de provoquer une attitude de méfiance, des troubles sociaux et des conflits, il est nécessaire d'évaluer la contribution de l'Afrique à la gestion de la pandémie, y compris l'investissement dans la recherche et les produits du savoir qui représentent la solution de l'Afrique à un problème mondial.

En outre, la dimension politique découlant de son lien avec les institutions politiques au niveau mondial et la contestation, ainsi que les répercussions sur la politique et la sécurité sanitaire en Afrique, ne peuvent plus être sous-estimées. À cet égard, il est également important de savoir dans quelle mesure les données sont déterminantes pour définir une stratégie africaine de lutte contre les effets directs et indirects du Covid-19 sur la santé, notamment la santé mentale et les défis socio-économiques qui en découlent. Enfin, parmi les multiples initiatives citoyennes actuellement mises en œuvre, il convient de relever les lacunes et les opportunités, et ce qu'elles pourraient signifier à moyen et long terme pour les relations entre l'État et la société.

L'Afrique est actuellement confrontée à des défis encore plus aigus liés au changement climatique et à la résilience climatique. Ces défis entraînent de graves répercussions sur la sécurité des citoyens dans un contexte marqué par l'insécurité alimentaire, les migrations, les conflits liés à l'agriculture et à l'accès à l'eau, pour n'en citer que quelques-uns. Il est évident que le changement climatique entraîne des migrations et que cela met une pression énorme sur les communautés car elles doivent trouver d'autres moyens de subsistance et de survie. Ce qui est peut-être moins évident, c'est que ces questions cruciales sont en train d'être reléguées au second plan. Les gouvernements estiment qu'ils représentent des menaces moins graves pour la sécurité que la lutte contre, par exemple, les troubles politiques, le banditisme, l'insurrection et le terrorisme. Pourtant, faute de mesures suffisantes et opportunes pour les atténuer, les risques climatiques

peuvent devenir une source de conflit, comme c'est le cas avec les affrontements entre agriculteurs et éleveurs au Nigeria, ce qui exacerbe parfois l'hostilité et augmente les risques pour la sécurité. Il serait donc très important d'adopter une politique globale comportant une stratégie de mise en œuvre visant à atténuer les effets du climat et à s'y adapter, afin de promouvoir la résilience climatique, en particulier dans le cadre du renforcement de la paix et de la sécurité aux niveaux national, régional et continental.

En Afrique, plusieurs institutions, programmes et initiatives à différents niveaux œuvrent pour la promotion de la gouvernance, de la justice et de la réconciliation transnationales, et de la consolidation de la paix. Pourtant, malgré les modestes progrès réalisés au cours des quatre dernières années, la paix demeure difficile à instaurer sur le continent, en partie parce que ces initiatives sont conçues par les élites et ne tiennent pas compte des préférences et des priorités des Africains ordinaires mais finissent par les priver de leurs droits et les aliéner. Ainsi, s'il est nécessaire de s'interroger sur la pertinence de la fonction des institutions de paix et de sécurité et des cadres normatifs existants aux niveaux régional et continental, il est devenu plus urgent pour les Africains de faire entendre leur voix et de s'impliquer. Il est donc crucial de repenser les mécanismes de consolidation de la paix en se rapprochant de la base.

L'intégration et le renforcement de la jeunesse et de l'inclusion du genre constituent une question fondamentale en matière de gestion des risques et de renforcement de la résilience en Afrique. Les efforts visant à intégrer le genre dans les programmes et les activités de gouvernance, de paix et de sécurité remontent à plus longtemps que l'élaboration d'un programme solide et résilient pour la jeunesse, la paix et la sécurité en Afrique. Bien que les progrès dans les deux domaines soient encore loin d'être acquis, il ne fait aucun doute que la capacité des gouvernements à gérer efficacement les risques actuels repose en grande partie sur les jeunes et les femmes. Leur poids démographique, leur capacité de réaction et leur aptitude avérée à changer et à innover démontrent leur importance considérable. La jeunesse africaine continue de faire preuve de résilience dans des espaces alternatifs tels que la musique, les arts et la culture grâce aux outils numériques. De leur côté, les femmes continuent, bien plus que les hommes, à faire les frais des conflits internes, de la violence extrême et des mauvaises politiques sociales, tout en restant sous-représentées dans les principales instances de décision. Si leur non-inclusion ne constitue pas nécessairement une menace immédiate, leur faible présence dans les structures chargées de promouvoir la paix et la sécurité reflète mal la perception des menaces et les stratégies permettant d'y faire face de manière efficace et durable.

Cette année, le Forum Tana porte invariablement sur la meilleure solution pour relever les nouveaux défis socio-économiques, politiques et de gouvernance ou pour maîtriser ces risques de manière à ne pas perdre de vue la ressource la plus importante du continent : ses citoyens. Il convient de s'interroger sur la manière dont les arts, la culture et le patrimoine, thème retenu par l'UA pour 2021, peuvent être utilisés pour promouvoir une paix durable compte tenu des multiples défis auxquels le continent est confronté. En mettant l'accent sur les citoyens et les peuples à différents niveaux plutôt que sur l'État et les institutions, il est possible de créer un avenir meilleur, clairement défini et réalisable.

Le Forum vise également à permettre aux participants de redéfinir la nature, le caractère

et l'objectif des partenariats internationaux par rapport à l'état de la paix et de la sécurité en Afrique. Préoccupés par des problèmes similaires, voire écrasants dans certains cas, liés à la pandémie de Covid-19, les principaux partenaires internationaux de l'Afrique sont en train de redéfinir l'objectif et le contenu de leur soutien d'une manière qui pourrait ne pas être de bon augure pour le continent à long terme. Dans le cas particulier des conflits prolongés, comme c'est le cas au Sahel, des forces extérieures ont joué et continuent de jouer des rôles contradictoires qui remettent en question leur engagement à trouver des solutions durables aux problèmes de l'Afrique. 5 Par conséquent, il serait important de comprendre et de saisir comment la diversité, l'équité et l'inclusion sont prises en compte dans le partenariat/engagement international avec l'Afrique.

En résumé, les principaux arguments autour desquels s'articule le thème du Forum Tana de cette année sont les suivants : (1) le renforcement de la résilience est devenu un sujet d'actualité en raison des nouveaux problèmes découlant de l'éclatement de la pandémie de la Covid-19 et de sa propagation imprévue, ainsi que des mesures prises par l'État pour l'enrayer ; (2) les mesures visant à renforcer la résilience doivent être délibérées et accorder une place prépondérante aux citoyens, en reconnaissant et en amplifiant leur voix et en les impliquant dans le processus de redéfinition de la gouvernance et de la consolidation de la paix ; (3) le renforcement de la résilience n'est pas un événement ponctuel, mais un processus qui demande du temps et des ressources ; (4) l'État ne peut jouer un rôle nécessaire et souhaitable dans le renforcement de la résilience que si son contrat social profondément rompu avec les citoyens est rétabli ; et (5) la communauté internationale peut contribuer au renforcement de la résilience des citoyens, mais doit le faire en tenant compte des priorités des citoyens.

Le sous-thème

L'objectif final du Forum est de mobiliser et de regrouper les connaissances et les idées qui aideront de nombreux acteurs nationaux, régionaux et continentaux à mieux contribuer à façonner l'avenir de l'Afrique que nous voulons dans une voie plus prometteuse et plus sûre. Sans ordre particulier, les questions énumérées ci-dessous serviront de bases lors des débats du 10^e Forum de Tana :

- Les institutions continentales et régionales consacrées à la paix et à la sécurité sont-elles aptes à remplir leur mission ?
- Quelles sont les ressources nécessaires pour mieux gérer la période de transition vers la paix après un conflit : consolidation de la paix et de la justice pendant la transition et réconciliation ?
- De quelle manière le terrorisme, la violence extrémiste et la criminalité transfrontalière organisée sapent-ils aujourd'hui la paix et la sécurité, et que faut-il faire pour renforcer et promouvoir la paix et la sécurité ?
- Risques climatiques/résilience, déplacements et sécurité
- Gestion des risques par la gouvernance ou le renforcement de la résilience par la participation des citoyens : existe-t-il un juste milieu ?

- L'État africain et les paradoxes de l'insécurité (l'État en tant que garant de la sécurité et source de menaces).
- Opinions et approches divergentes entre les Africaines en matière de gestion des nouvelles menaces pour la sécurité
- Mise en place de systèmes de santé solides ou de mécanismes plus globaux pour gérer la santé et les problèmes d'insécurité qui en découlent.
- Comblent les lacunes en matière de données relatives à la Covid-19 et maîtriser les risques sécuritaires qui en découlent.
- Citoyens et État dans un contexte marqué par une mutation dans les relations entre l'État et la société pendant la pandémie de la Covid-19
- Renforcer la résilience par l'inclusion des jeunes et des femmes
- Le rôle de l'art, de la culture et du patrimoine pour bâtir une culture de la paix à partir de la base. Le leadership africain en matière de paix et de sécurité est-il réalisable ?